Des défenseurs du droit de l'homme à l'environnement s'opposent à REDD+, au Chiapas et en Californie

Maintenant que les tentatives de négocier au sein de la CCNUCC un nouvel instrument pour l'atténuation du changement climatique sont en suspens jusqu'en 2020, les accords concernant REDD+ se tournent de l'arène mondiale vers des accords sub-nationaux comme ceux que propose le Groupe de Travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (GCF d'après l'anglais). En tête du programme du GCF figure un accord entre les États de Californie, États-Unis, et de Chiapas, Mexique.

Néanmoins, les Amis de la Terre États-Unis, Otros Mundos (Amis de la Terre Mexique), le Réseau environnemental indigène et des organisations alliées espèrent éviter la réalisation d'un accord Chiapas-California sur REDD, en invoquant le risque qu'il fasse augmenter les émissions en Californie et qu'il provoque des accaparements de terre au Chiapas.

Lorsque le GCF a réuni à San Cristóbal de las Casas, l'ancienne capitale coloniale du Chiapas, des fonctionnaires gouvernementaux de six pays en septembre dernier, il n'a pas peut-être pas prévu les protestations d'organisations locales indigènes et d'organisations de la société civile. Après tout, l'objectif du GCF n'est pas d'encourager le forage pétrolier, la bio-prospection, le libre-échange ou n'importe quelle autre de ces activités qui ont toujours provoqué des protestations et même des insurrections au Chiapas, mais de promouvoir la conservation des forêts afin d'absorber une pollution climatique galopante.

Or, une des inquiétudes que les communautés ont souvent manifestées au sujet de REDD est que, en fait, cette distinction n'est pas aussi claire que les promoteurs de REDD le voudraient.

Lorsque les paysans indigènes de la jungle de Lacandon entendent dire qu'ils seront payés pour cesser de cultiver les produits agricoles traditionnels afin de pouvoir reboiser avec des palmiers africains – un programme que le gouverneur du Chiapas appelle « Reconversion productive de l'agriculture » – ils voient se dérouler une trame familière. Et quand on leur fait savoir qu'ils devront peut-être quitter leurs villages de la jungle pour laisser la forêt se récupérer après des siècles de dégradation – beaucoup de villages de Lacandon ont déjà été réinstallés – ils entendent les échos de la contre-insurrection économique et du vol de leurs terres par les forces gouvernementales et transnationales.

Les deux projets – la plantation pour la production de biocombustible et la réinstallation des communautés forestières – sont associés à la mise en oeuvre d'un projet que le gouvernement du Chiapas appelle REDD+, bien que ce projet n'ait pas pour l'instant de liens formels ou financiers avec les marchés californiens. Et personne ne devrait s'étonner que des protestations éclatent : au Chiapas, les droits fonciers, le développement rural et la lutte pour l'autonomie indigène sont une source permanente de tensions, et aucune région de l'État n'est plus conflictuelle que la jungle de Lacandon ; or, c'est justement là que le gouvernement du Chiapas a entrepris son projet REDD+.

« Pendant 35 ans, tous les programmes au Lacandon ont été imposés par le gouvernement », a dit

Florencio Cruz Gómez, un paysan du village de Frontera Corazal, aux fonctionnaires présents à la réunion du GCF. « Jamais il n'y a eu de consultation. Cela nous fait demander au gouvernement, si vous avez abandonné votre enfant il y a 35 ans, pourquoi voulez-vous vous occuper de lui maintenant ? Dans quelle situation pensez-vous qu'il se trouve à présent, et pourquoi pensez-vous qu'il ne veuille rien savoir de vous ? »

Cruz Gómez appartenait à un petit groupe de paysans présents à la réunion du GCF, et sa frustration était évidente. Conscient des tensions, William Boyd, directeur du GFC, a dit : « Toute politique publique importante provoque des résistances. Nous le comprenons, et nous voyons que nous devrons mieux communiquer nos objectifs ».

Pourtant, dans le cas du Chiapas la mauvaise communication semble s'accompagner d'objectifs discutables.

« Nous avons lancé une véritable révolution verte au Chiapas », a dit le gouverneur Juan Sabines à la plénière du GCF. « Au Chiapas, comme à beaucoup d'endroits du monde, nos forêts sont menacées de destruction parce que la population rurale a besoin de cultiver des produits alimentaires. Dans beaucoup de cas, cette production n'atteint même pas le marché, parce que les gens l'utilisent pour leur propre alimentation. C'est un contre-sens. »

« Pour essayer de résoudre ce problème, nous avons approuvé une loi sur le changement climatique. REDD+ est une partie importante du programme. En 2010, nous avons conclu un pacte avec les propriétaires indigènes de la jungle. Celle-ci était occupée par plus de 900 communautés. Nous les avons sorties de là. Les réserves sont conservées et protégées par leurs propriétaires légitimes, qui auront bientôt accès aux marchés du carbone. »

Parmi les communautés qu'il est prévu de « sortir de la jungle » se trouve le village d'Amador Hernández : 1 500 paysans mayas tzeltal qui ont vécu à l'intérieur de la réserve Montes Azules depuis bien avant qu'elle soit « protégée ». Le premier jour de la réunion du GCF, plusieurs paysans d'Amador Hernández sont entrés dans la salle et ont demandé quelques minutes au microphone. Le ministre de l'environnement et de l'histoire naturelle de Chiapas, Fernando Rosas, a refusé et leur a dit que, s'ils voulaient considérer la possibilité de participer au programme REDD+, il les recevrait avec plaisir à une autre date.

Mécontents de cette réponse, les paysans ont organisé une manifestation. Ils ont remis aux délégués du GCF des prospectus, en déclarant : « Le gouvernement vous ment, nous n'avons été ni informés ni consultés ! » Eufemia Landa Sánchez, de la municipalité de Marqués de Comillas, une région fortement déboisée située à la lisière de la réserve Montes Azules, a pris la parole et elle a lu un long message à l'assemblée.

« Les entreprises transnationales ont depuis longtemps des plans pour les zones rurales du Chiapas », a-t-elle dit. « Les richesses naturelles que représentent la biodiversité et l'eau, les mines, les biocombustibles et, bien sûr, le pétrole, ont abouti au déplacement des gens et à l'empoisonnement de la terre, et le paysan est devenu un serf dans son propre domaine. Et c'est toujours nous qui sommes coupables. Le crime dont on nous accuse aujourd'hui est que nous sommes responsables du réchauffement planétaire. »

« Avec REDD+, les riches entrepreneurs et les gouvernements qui sont à leur service ont trouvé une nouvelle affaire, le commerce du carbone sous forme de fumée polluante, et les paysans ont un nouveau sujet de crainte : que les selves et les forêts du Chiapas soient utilisées pour absorber leur

CO2. »

« Pourquoi ne nous demandent-ils pas notre avis ? Pourquoi veulent-ils nous imposer par la force leur volonté de riches ? Les forêts sont sacrées et elles sont là pour servir les peuples avec générosité, parce que c'est ainsi que Dieu nous les a données. Nous n'allons pas dans vos pays pour vous dire ce que vous devez faire de votre vie et de vos terres ; respectez donc les nôtres et retournez chez vous, marchands de la vie ! » [Voir ci-dessous le texte complet de la déclaration.]

Ce discours et la manifestation qui avait lieu simultanément dans la rue ont fait une forte impression chez les délégués du GCF. Iwan Wibisono, du Groupe de travail sur REDD+ d'Indonésie, a remarqué : « Je pense que la manifestation qui a lieu dehors n'est pas unique, nous rencontrons cela aussi en Indonésie et dans d'autres pays. Et cela se comprend, parce qu'il s'agit de problèmes très graves ».

Un mois après la réunion du GCF au Chiapas, les Amis de la Terre USA ont collaboré avec le Réseau environnemental indigène (IEN) et avec des organisations alliées du Chiapas, de l'Acre (Brésil) et de l'Équateur, pour faire connaître ces inquiétudes aux législateurs et au grand public de Californie.

La délégation, qui comprenait le directeur de l'IEN, Tom Goldtooth, le président de la fédération Huni Kui de l'Acre, José Carmelio Alberto Nunes (Ninawa), Berenice Sanchez de l'Alliance mondiale des peuples indigènes et des communautés locales contre REDD et pour la vie, et Gloria Ushigua de l'Association de femmes Sapara (Équateur), ainsi que des représentants d'organisations californiennes, du Réseau écologiste Asie-Pacifique, du Centre sur la race, la pauvreté et l'environnement, de l'Alliance écologiste californienne pour la justice environnementale et de Greenpeace International, a porté ses inquiétudes à la capitale de la Californie, où elle a parlé avec le Conseil californien de l'air (l'organe chargé de mettre en oeuvre la législation californienne sur la réduction des émissions), avec l'Agence pour la protection environnementale en Californie, et avec le bureau du gouverneur de l'État (voir ici le communiqué de presse de FoE).

En plus des problèmes concernant le manque d'intégrité écologique du programme californien sur REDD, les activistes ont manifesté leur grave inquiétude concernant la sécurité des délégués, car les projets de type REDD s'entourent déjà de morts, d'expulsions violentes, de réinstallations forcées, d'emprisonnements, et d'interdictions sur l'accès et l'utilisation de terres essentielles pour la survie des peuples indigènes et des communautés tributaires des forêts (voir ici le communiqué de presse de FoE).

Le Groupe de travail sur les compensations REDD, un organe quasi-gouvernemental chargé de rédiger les protocoles REDD, est censé publier son rapport général d'une minute à l'autre ; le Conseil californien de l'air votera en 2013 si les crédits REDD feront ou non partie des réductions d'émissions définies par l'État.

Jeff Conant, Amis de la Terre - États-Unis, jeff.otherworlds@gmail.comwinnie@wrm.org.uy

Message de Eufemia Landa Sánchez

Bonjour à toutes et à tous. Nous sommes des représentants des diverses communautés, régions et communes indigènes et paysannes de l'État de Chiapas, et nous sommes entrés dans ce Sommet de notre propre initiative, pour y prendre la parole que le gouvernement n'a pas voulu nous donner.

Pour la Selva Lacandona nous sommes ici présents : commissions des communautés de la zone Amador Hernández, qui est en plein cœur de la Réserve de Biosphère Montes Azules, et groupes communautaires des districts de Las Margaritas et de Marqués de Comillas. Pour la région Altos de Chiapas sont aussi présents des groupes communautaires des districts de San Juan Cancuc, Oxchuc et Chenalho.

Nous sommes venus jusqu'ici, devant vous, pour dénoncer les programmes et les projets de spoliation de nos territoires et de nos ressources que les mauvais gouvernements tentent depuis longtemps d'appliquer contre nous, avec maintenant un nouveau prétexte : le changement climatique, et leur projet appelé REDD+.

Les plans des entreprises transnationales pour les zones rurales du Chiapas ne sont pas nouveaux. Les activités touchant aux ressources naturelles, à la biodiversité, à l'eau, aux mines, aux biocombustibles et bien avant encore au pétrole ont délogé les gens, empoisonné la terre ou converti le paysan en serf sur sa propre terre. Et toujours en nous accusant de délits. Le délit dont on nous accuse actuellement est d'être responsables du réchauffement mondial.

En foi de quoi nous devons cesser de produire nos aliments, et acheter plutôt de la farine de maïs avec l'argent qu'ils nous paieront pour la conservation des forêts, ou avec la dénommée reconversion productive qui consiste à arracher le maïs de nos champs pour laisser la place à des plantations d'arbres fruitiers où les oiseaux et autres animaux pourront manger en abondance et augmenter ainsi la biodiversité. La biodiversité, source de florissantes affaires de médicaments et d'aliments que les gouvernements ont baptisées d'un nom étrange pour nous : la biogénétique.

Avec REDD+, les riches industriels et leurs gouvernements de maquignons s'adjugent une affaire de plus, celle du carbone sous forme de fumée polluante, et ajoutent pour le paysan une peur de plus : que les forêts du Chiapas soient utilisées pour l'absorber, et l'on nous menace, si nous ne conservons pas les montagnes, non seulement d'être responsables de la production de ce carbone qui cause le réchauffement de la planète, mais aussi, comme le disent les mauvais gouvernements pour nous effrayer, de l'impossibilité de réduire ce phénomène.

Nous ne sommes pas d'accord avec REDD+. Il est faux que le reboisement de ce qui constitue pour l'heure nos champs cultivés fera baisser la pollution mondiale due au carbone. Il n'est pas dans notre culture de mettre à prix la terre, ni ses montagnes, ni ses cours d'eau, ni tout ce que la mère nature, grâce à dieu si généreux, a mis à la disposition des personnes. Et encore moins quand cet argent fait de nous les complices du payeur pour qu'il puisse continuer à polluer et à conduire le monde à sa fin.

À Montes Azules, nous ne permettrons pas le passage de la brèche Lacandona, cette mesure agraire grâce à laquelle les Caraïbes essaient de passer par nos terres pour que de gros industriels obtiennent la certitude légale de pouvoir entrer chez nous, sous couvert du programme REDD+ et sous prétexte du changement climatique, pour tirer profit des ressources naturelles qui appartiennent à tous les Mexicains et que nous, les peuples indigènes, connaissons et utilisons. Nous ne nous opposons pas au voisinage des Caraïbes, à qui le gouvernement a octroyé il y a quarante ans une terre qu'ils n'avaient pas demandée et qu'ils ne connaissent pas. Mais ce que nous ne voulons pas, c'est que cette terre, qui compte avec la plus grande biodiversité et les plus grandes réserves d'eau du Mexique, soit

livrée, sous le prétexte d'une exploitation durable de la biodiversité, et aussi maintenant de la réduction du changement climatique, au contrôle du puissant étranger.

Et nous voulons aussi, par ces mots, vous demander de ne pas vous servir de nous, gouverneurs menteurs de gouvernements néolibéraux. Sur votre convocation à cette réunion bien à vous, pour laisser entendre que même les plus rebelles sont maintenant d'accord avec votre projet, vous avez mis une photographie d'une manifestation de paysans zapatistes sur la commune d'Amador Hernández prise en 1999. Nous sommes ici, gouvernements menteurs ; nous ne nous sommes pas rendus, pas plus que nous n'avons oublié sur quelle voie avance la vie honnête des gens pauvres.

Pourquoi ne mettez-vous pas les Caraïbes comme image de votre évènement, s'ils sont les seuls à avoir accepté et à continuer à accepter de vendre une terre qui ne leur appartenait pas ? Ou bien est-ce que vos patrons ne vous croient plus quand vous dites qu'ils sont les seuls habitants de la Selva et les vrais autochtones ?

Dans le district Marqués de Comillas, ils mettent à bas nos forêts, les forêts primaires, pour planter à la place leurs palmiers africains. Et ils appellent cela des forêts, comme l'a fait hier le gouverneur de Chiapas Jean Sabines. Et quand nous nous lassons des prix trop bas, ou quand nous nous mettons à réfléchir sur ce que nous avons fait et nous coupons ces palmiers, ils nous mettent en prison parce que, disent-ils, ces arbres étaient censés atténuer le changement climatique, chose qu'ils n'avaient jamais dite aux camarades qui les ont plantés.

À San Juan Cancuc, il se murmure que, pour passer à des énergies propres, ils veulent imposer un barrage à coups de pots-de-vin et, bien que l'administration des Biens Communaux leur ait déjà remis un document qui leur demande de s'en aller, ils continuent à amener des matériels et à survoler en hélicoptère la gorge où ils pensent établir cet ouvrage.

À Las Margaritas, comme ils ne peuvent venir à bout des assemblées communales, ils veulent aussi appliquer leurs projets de division de la terre communautaire avec leurs programmes de certification agraire, le FANAR, ou Procede comme ils l'appelaient avant, pour pouvoir dorénavant négocier avec chaque personne sans avoir besoin de consulter tout le monde.

Pourquoi ne nous consultent-ils pas ? Pourquoi veulent-ils imposer par la force leurs volontés de riches ? Les forêts sont sacrées et elles sont là pour rendre service aux peuples, un service généreux parce que c'est ainsi que dieu nous les a données. Nous, nous n'allons pas dans vos pays pour vous dire ce que vous devez faire de vos vies et de vos terres. Respectez les nôtres. Repartez par où vous êtes venus, marchands de vie.

San Cristóbal de las Casas, Chiapas, Mexique, le 26 septembre 2012.